



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Strategie-canadienne-sur-le-logement-le-FRAPRU-reclame-des-investissements>

Stratégie canadienne sur le logement : le FRAPRU réclame des investissements massifs, dès le prochain budget



- Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 25 octobre 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL et OTTAWA, le 25 oct. 2016 - « Le gouvernement libéral de Justin Trudeau a la capacité et le devoir d'intervenir, dès son prochain budget, pour améliorer les conditions de logement et de vie des personnes et des familles mal-logées et sans-abri, en annonçant sans plus tarder sa Stratégie sur le logement, en s'assurant que celle-ci soit basée sur les droits humains et en y consacrant des investissements majeurs ». C'est en ces termes que le coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, s'adressera, en fin d'après-midi, aux membres du Comité permanent des Finances qui achèvent leurs consultations pré-budgétaires, à Ottawa.

Le FRAPRU demande plus précisément au gouvernement libéral d'annoncer des investissements additionnels et à long terme d'au moins 2 milliards de dollars par année en habitation, en les destinant spécifiquement à de nouveaux logements sociaux. Une telle injection de fonds additionnels se justifie, à son avis, par l'ampleur des besoins en matière de logement et d'itinérance, mais aussi parce que, sauf pour de courtes périodes, le budget affecté à l'habitation n'a même pas été indexé au cours des 25 dernières années. François Saillant met « le gouvernement en garde contre la tentation de saupoudrer ses investissements dans toutes sortes d'initiatives, comme l'aide à l'accès à la propriété, qui ne répondront pas aux besoins les plus urgents ». Il le presse plutôt « de les concentrer vers la seule façon de financer du logement qui soit réellement et durablement abordable, c'est-à-dire du logement social ».

L'organisme québécois réclame aussi la confirmation immédiate de la poursuite des subventions fédérales accordées à tout le parc actuel de logements sociaux, lorsque les ententes de financement toujours en vigueur prendront fin, de manière à en préserver la pleine accessibilité pour les ménages à faible revenu. En 2015 seulement, le nombre de logements recevant des subventions fédérales à long terme a chuté de 22 600 au Canada et cela va s'accélérer dans les prochaines années. Le budget du 22 mars 2016 a bien annoncé le maintien des subventions, mais uniquement pour une période de deux ans et pour une minorité des logements sociaux concernés.

Le FRAPRU appuie aussi les demandes des organisations autochtones en faveur d'investissements massifs et récurrents dans la construction et la rénovation de logements dans leurs communautés, en impliquant les peuples concernés dans la conception et la réalisation des habitations sur leurs territoires. Il reprend aussi la proposition faite récemment par le Caucus des maires des grandes villes de doubler jusqu'en 2015 les investissements globaux dans la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI), pour les porter à 350 millions de dollars par année.

Selon le FRAPRU, le gouvernement fédéral devrait s'inspirer des recommandations que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU lui a faites en mars dernier, notamment celles de « mettre au point et appliquer avec efficacité une stratégie nationale du logement fondée sur les droits humains », d'augmenter les ressources allouées au logement et de « prendre des mesures efficaces pour accroître considérablement le nombre de logements sociaux abordables disponibles ».

L'organisme maintient que les investissements qu'il réclame permettraient également au gouvernement fédéral de contribuer à la revitalisation des communautés aux prises avec des problèmes majeurs de logement et d'itinérance, ainsi que d'avoir des retombées économiques importantes. Il appuie ces dires sur une étude menée par la Société d'habitation du Québec qui a évalué, à partir de son expérience récente avec le programme de logement social AccèsLogis, que chaque dollar de subventions accordé par le gouvernement avait des retombées de 2,30 \$ dans l'économie.